

Un État quasiment en faillite



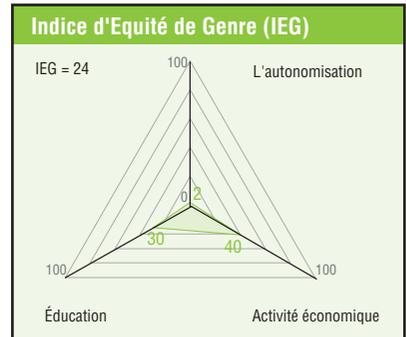
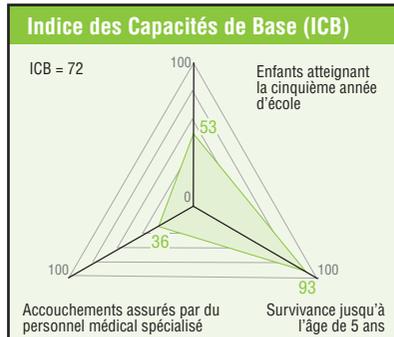
Le pays pourra difficilement avancer vers un développement durable tant que sa situation actuelle - menace de guerre civile, de famine ou de catastrophe sociale - continuera. Ses problèmes endémiques liés à la fois à la paupérisation de la population, la corruption politique, la faiblesse de son système agricole et de sa production alimentaire, sa dépendance envers la production de pétrole et le peu de ressources en eau, ont été exacerbés par une situation générale d'insécurité dérivant de protestations populaires et par la menace d'anomie. Si on ne parvient pas à un équilibre entre les attentes des citoyens et les besoins structurels, le pays sera en passe de devenir un État failli.

Centre d'information et de formation aux droits humains
Arafat Alroufaïd

Les mois de turbulence lors des manifestations de la Révolte populaire de la jeunesse contre le président Ali Abdallah Saleh ont débuté en janvier 2011 et ont ébranlé les fondements d'un éventuel développement durable au Yémen. En août 2011, le Conseil de sécurité de l'ONU a sonné l'alarme en exprimant sa « profonde inquiétude » à propos de la dégradation du tissu humanitaire et économique entraînant de ce fait une catastrophe économique et humanitaire. En octobre dernier, l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont prévenu que le Yémen pourrait se retrouver face à une catastrophe semblable à celle de la Somalie, c'est-à-dire, qu'il pourrait devenir un État irrémédiablement fragmenté et failli¹.

L'économie est paralysée, la pauvreté augmente et le chômage a doublé, les services se dégradent alors que les prix des matières premières ont triplé depuis le début de l'année et environ 60 % des habitants du pays, qui compte près de 24 millions d'individus, vivent sous le seuil de pauvreté avec un revenu journalier par personne de moins d'un dollar. Le taux d'inflation dépasse 35 %. Si la situation se poursuit, nous assisterons à un effondrement économique et à une famine inévitable, surtout dans les zones rurales.

Les protestations populaires veulent mettre fin à plus de trois décennies avec le président Saleh au pouvoir, celui-ci, en dépit d'une exploitation permanente des gisements de pétrole du pays, ayant plongé une grande partie de la population dans la pauvreté, jusqu'à la convertir en la nation la plus pauvre du monde arabe. La mauvaise gestion et la corruption généralisée sont les causes évidentes de cette décadence. Le pays se trouve au 146^{ème} rang (sur un total de 178 pays) selon l'Indice de perception de la corruption 2010 de Transparency International².



Plus d'habitants, plus de pauvreté

Le problème démographique au Yémen est l'un des obstacles les plus notoires pour l'adoption d'un modèle de développement durable. Si le taux de croissance de la population se maintient à 3,2 % par an, les difficultés et les problèmes sociaux et économiques vont s'intensifier, car l'écart entre le développement démographique et le taux de développement va se creuser. Il est prévu que la population du Yémen atteigne 43 millions d'individus en 2025. La pauvreté dans le pays augmente à mesure que la crise économique s'aggrave. La mendicité a augmenté et des centaines de milliers de familles sont confrontées à l'impossibilité d'assurer leurs besoins alimentaires de base.

Le Projet de la Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire, élaboré par le Gouvernement en coopération avec l'International Food Policy Research Institute (IFPRI)³ a montré que 32 % de la population du Yémen ne bénéficie pas de protection alimentaire. Cela signifie que presque un tiers des Yéménites, soit 7,5 millions de personnes, souffre de la faim et n'a pas accès à suffisamment de nourriture dont 57 % des enfants qui souffrent de malnutrition.

Le taux de pauvreté selon des recensements officiels s'est élevé à 42,8 % en 2010 par rapport à 33,8 % en 2009. La pauvreté avance surtout dans les zones rurales où, selon les données du Gouvernement, elle a atteint 47,6 % de la population en 2010 contre 38,5 % en 2009. Dans les zones urbaines, le taux de pauvreté s'élève à 29,9 % contre 19,7 % en 2009.

Le Yémen est classé parmi les pays où la croissance est la plus faible. Il se trouve au 133^{ème} rang sur un total de 169 pays étudiés dans le Rapport 2010 sur le développement humain du Programme de développement des Nations Unies⁴. 15,7 % des Yéménites vivent avec moins d'un dollar par jour et 45,2 % avec moins de deux dollars par jour.

Le pays produit moins de 20 % des aliments consommés par la population et en importe environ 75 %, dont 2,1 millions de tonnes de céréales par an. La plupart des terres et des ressources hydriques du pays sont utilisées pour la culture du khat (*Catha edulis*), une drogue stimulante, populaire en Afrique de l'Est et au sud de la péninsule arabique.

La production de pétrole, qui a atteint environ 300 000 barils par jour en 2010, assurait 60 % des revenus de l'État. Cette production a diminué en raison de la Révolte populaire de la jeunesse. Le taux de croissance économique, qui avait atteint 4,5 % en 2010, est retombé à 3 % durant la première partie de 2011, puis à 1,5 % en juin. L'activité dans les secteurs de la construction et du commerce a baissé de 80 à 90 %, tandis que le tourisme est quasiment paralysé. Les bénéfices attendus dans le secteur privé, estimés à 17 milliards de dollars depuis le début de l'année, ne se sont jamais matérialisés.

Le tourisme intérieur et étranger est en baisse de 95 %. Les transports ainsi que de nombreux projets de développement et d'investissement, les entreprises et les ventes dans divers secteurs économiques importants, sont fortement paralysés, tandis que les secteurs de la construction, de l'immobilier et le secteur des importations sont à l'arrêt complet.

1 Centre d'actualités de l'ONU, l'UNICEF et le PMA alertent sur le danger d'un désastre humanitaire au Yémen, (24 octobre 2011), <www.un.org/spanish/News/fullstorynews.asp?newsID=22074&criteria1=hambre>.

2 Transparency International, Indice de perception de la corruption 2010, <www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/2010/in_detail#1>.

3 Voir : en anglais <www.ifpri.org/publication/health-nutrition-and-risk-management>.

4 Voir : <undp.org/en/media/HDR_2010_ES_Table1_reprint.pdf>.

L'eau commence à manquer

Le développement du secteur agricole est freiné par de nombreux obstacles dont une pénurie en terres fertiles, qui ne représentent que 3 % de la superficie totale du pays, l'épuisement des ressources hydriques, le faible accès au crédit et les maigres investissements dans les infrastructures de production et de commercialisation. L'agriculture ne représente à peine qu'1,25 % du total des investissements. La subvention financière de l'État à l'agriculture est axée sur l'alimentation du bétail, les engrais et le carburant diesel pour le fonctionnement des tracteurs et des pompes d'irrigation. Le Rapport sur le rendement du Gouvernement révèle que la faible croissance du secteur agricole, de 3 % à peine, est le résultat de l'épuisement des ressources en eau, du retard dans la réalisation des objectifs du plan pour réduire les plantations de khat à 10 % du total des terres arables (actuellement, elles représentent 25 % des terres arables et consomment 30 % des ressources hydriques), et s'explique aussi par la surface limitée de terres agricoles.

Un nouveau document officiel révèle que le secteur de l'eau aura besoin d'environ 4,43 milliards de dollars au cours des 10 prochaines années, selon les besoins évalués par la Stratégie nationale de l'eau. Pour répondre à ces besoins, le Gouvernement cherche à lever des fonds auprès des donateurs tels que les pays du Conseil de coopération du Golfe. Cela exige, entre autres choses, d'améliorer la capacité administrative de l'aide, l'attention portée sur les pratiques fiables adéquates et la gestion de l'eau.

Selon le quatrième Plan de développement économique et social pour la réduction de la pauvreté 2011-2015, cité dans le projet de document du programme pour le Yémen (2012-2015) de l'ONU (septembre 2011)⁵, le secteur de l'eau doit faire face à de graves difficultés qui trouvent leur origine dans le manque de financement du secteur, celui-ci ayant besoin d'énormes ressources pour atteindre ses objectifs. Les principaux problèmes recensés sont, d'un côté, la pénurie en eau douce et le danger d'augmentation du taux de pollution et des inondations,

LA MINUSCULE PLACE DE LA FEMME

Plusieurs études indiquent que les femmes yéménites représentent plus de 50 % de la population du pays, alors que leur taux d'occupation ne dépasse pas 20 %, dans le secteur agricole pour moitié, et ne dépassant pas 0,9 % dans le secteur de l'administration publique et des services.

Dans d'autres secteurs, la participation des femmes est très faible en raison de plusieurs facteurs, parmi lesquels les traditions sociales qui n'acceptent toujours pas, dans une certaine mesure, le travail des femmes mais aussi à cause d'un taux d'analphabétisme très important chez les femmes qui atteint 79,2 % contre 36 % chez les hommes.

La participation des femmes dans l'enseignement primaire ne dépasse pas 17,3 % contre 82,7 % chez les hommes. Dans l'enseignement secondaire, 22,8 % des femmes y participent, comparativement à 77,2 % chez les hommes. Dans le secteur administratif de l'éducation, les femmes ne représentent que 11,5 % des fonctionnaires et éducateurs. Le taux de participation des femmes dans le secteur judiciaire ne dépasse pas 0,06 %, tandis que dans le secteur des communications, tous secteurs confondus, elles ne représentent que 16,7 %.

l'augmentation de la période de sécheresse accompagnée d'une extension de la zone géographique affectée ainsi que la concurrence régnante concernant les différentes utilisations de l'eau et l'accès limité à l'eau potable et à l'assainissement et, d'un autre côté, l'insuffisance de l'organisation administrative et institutionnelle qui souffre de la fragmentation et, dans une large mesure, d'un chevauchement de compétences. L'insuffisance dans la coordination et la coopération entre les divers intervenants dans le domaine de la gestion de l'eau⁶ contribue également à aggraver la situation.

Ce même rapport indique que les taux de couverture en eau potable et en assainissement ont atteint fin 2010 environ 60 % et 30 % des habitants de la ville respectivement. La quantité d'eau produite dans les villes principales et secondaires en 2010 est estimée à 148 millions de mètres cubes, avec une croissance estimée à 21 millions de mètres cubes par rapport à 2005. Le montant de la consommation d'eau a été évalué à 104 millions de mètres cubes avec une augmentation estimée à 20 millions

de mètres cubes. La différence entre production et consommation représente une perte atteignant 30 % de la production⁷.

Dans les zones rurales, les taux de couverture des services d'eau et d'assainissement ont atteint respectivement fin 2010, 50 % et 25 % de la population totale.

On estime que les ressources hydriques renouvelées chaque année s'élèvent à 2,5 milliards de mètres cubes, dont 1,5 milliard de mètres cubes proviennent des eaux profondes et 1 milliard des eaux de surface. On estime que la quantité d'eau utilisée est d'environ 3,4 milliards de mètres cubes, ce qui signifie qu'il y a un écart d'environ 900 millions de mètres cubes entre ce qui est offert et ce qui est effectivement utilisé. Le pompage excessif en eau profonde est considéré comme l'un des facteurs d'épuisement, mais à différents niveaux selon les bassins aquifères. Certains de ces bassins sont soumis à un pompage excessif évalué de 250 à 400 % environ. Il ya quelque 45 000 puits privés dans le pays et quelque 200 plateformes de forage. ■

5 Voir : <www.undp.org/execbrd/pdf/DPDCPYEM2s.pdf>.

6 Ibid.

7 Ibid.